

Le PS ou l'illusion du social comme « complément du marché »

Nicolas Marchand

Le cœur du défi européen actuel, c'est l'exigence de transformation profonde, alors que monte l'antagonisme entre les exigences sociales (emploi, retraite, santé) et une Europe fondée sur la soumission du social aux exigences financières, avec une Banque centrale européenne au service des marchés financiers.

Mais le PS refuse tout vrai débat politique, et en opposant l'Europe sociale (du PS) à l'Europe libérale (de la droite) il se laisse porter par l'espoir d'un vote-sanction de la politique gouvernementale, donnant par défaut carte blanche à ses options sociales-libérales.

Le PS fait écho à la montée des exigences sociales face aux politiques libérales (dont la politique du gouvernement Jospin fut victime il n'y a que deux ans), en même temps qu'il opère le passage classique par le discours de gauche pour la reconquête du pouvoir.

Mais ce faisant, il cherche en réalité à esquiver le défi de fond auquel toute la gauche est confrontée : le besoin d'une toute autre Europe, le besoin de convergence sur des objectifs de transformation sociale.

On risque de se bousculer un peu dans le champ du social et de l'antilibéralisme, tout au moins verbalement.

On ira donc utilement voir au-delà de formules « anti-libérales » quelque peu générales.

On verra qu'un certain anti-libéralisme verbal, mais ne reliant pas des propositions sociales audacieuses, moyens financiers et pouvoirs, peut parfaitement renvoyer au social-libéralisme.

En l'occurrence, pour le PS, il ne fera pas obstacle à une campagne commune avec les autres partis sociaux-démocrates d'Europe, notamment avec Blair et Schröder.

« *Nous voulons une Europe sociale. L'union économique et monétaire ne prendra tout son sens et ne produira son potentiel de croissance que dotée de son indispensable complément...* »

C'est le social, comme complément...des règles du marché capitaliste, auxquelles on ne saurait toucher... l'Europe sociale, avec Maastricht et avec le pacte de stabilité ; avec la BCE, dont il n'est pas question de changer fondamentalement la conception et les missions, mais

seulement d'instaurer avec elle « *un véritable dialogue politique ... pour conduire une politique économique adaptée à la conjoncture et à la situation de l'emploi...* »

L'Europe sociale, contre l'Europe libérale, c'est aussi, pour le PS, avec la constitution Giscard, « *acquis auquel il ne faut pas renoncer* ».

Car derrière le train de l'Europe « sociale », s'avance celui de l'Europe fédérale : « *pas d'Europe sociale sans Europe politique* ». Le PS se prononce pour « *des institutions fédérales* », une « *bonne constitution* ». Il faut même « *aller au delà de ce que prévoit le projet de Constitution : l'Europe doit être dotée d'une autorité commune unique décidant de la politique budgétaire et fiscale commune...* »

Moyennant quoi, le PS propose un « *traité social* » visant la convergence sociale au sein de l'union européenne, avec notamment un salaire minimum européen (qui a toutes les chances d'être misérable, sans remise en cause de la domination des marchés financiers et du rôle de la BCE) et

la réduction de la durée du travail vers les 35h.

En matière d'emploi, l'affirmation qu'un « *droit à la formation tout au long de la vie et à la sécurité sociale professionnelle devra être soutenu au plan européen* » va de pair avec le maintien d'un taux de chômage, qu'il s'agirait seulement de réduire.

Les services publics « *doivent rester au cœur du modèle*

social européen ». Le PS affirme refuser une approche qui « *contribue à la marchandisation de toutes les activités humaines et porte atteinte à l'emploi* ». Il formule l'exigence de « *promouvoir les services publics (services d'intérêt général)* ». Mais, conformément d'ailleurs au sens du concept de « *service d'intérêt général* », le besoin d'entreprises publiques pour assurer le service public ne fait pas partie des engagements du PS. Et le PS approuve le projet Giscard, qui constitutionnalise la concurrence sans faille, les dérèglementations et la privatisation des services publics.

On notera par contre beaucoup de prudence en matière de démocratie sociale : pas question de doter les salariés de véritables pouvoirs, mais seulement de « *renforcer les moyens d'intervention et de contrôle des salariés sur la transparence de la gestion...* » ■



Le PS ne fera pas obstacle à une campagne commune avec les autres partis sociaux-démocrates d'Europe, notamment avec Blair et Schröder